

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Barcelone, 24-25 novembre 2017

**DÉCLARATION SUR LE HONDURAS, LE NICARAGUA ET HAÏTI**

Original : espagnol

Nous, partis membres de l'Internationale Socialiste, réunis à Barcelone les 24 et 25 novembre 2017, observons avec préoccupation l'évolution de la situation des travailleurs migrants d'Amérique centrale et des Caraïbes, et particulièrement du Nicaragua, de Haïti et du Honduras, qui bénéficiaient du statut de protection temporaire TPS, et contre lesquels le gouvernement en place aux États-Unis a lancé un ultimatum prévoyant que les 59 000 Haïtiens, 57 000 Honduriens et 2 500 Nicaraguayens regagnent leurs pays d'origine. Le préjudice qui en découle est incalculable tant pour l'économie familiale que nationale de ces peuples, entraînant en outre la désintégration sociale et familiale de ces peuples, ainsi que des dommages pour leur éducation, leur santé et leurs moyens de subsistance, dus à la perte de leur emploi et à leur expulsion du pays.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de l'Internationale Socialiste lance un appel au gouvernement et au Congrès des États-Unis afin qu'ils reviennent sur cette décision et honorent la Déclaration de Philadelphie de 1776 selon laquelle « tous les hommes sont créés égaux » ainsi que l'Article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, et concrètement le statut de résidence permanente pour ces migrants.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste est solidaire de ces populations sœurs car la solidarité n'est pas un slogan, nous sommes tous citoyens d'une réalité mondiale, nous sommes tous réfugiés des conditions humaines, de la violence et de la terreur.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste demande le maintien du statut TPS et le retrait de l'ultimatum.